

## MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES

Maître d'ouvrage



**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES TRAVAUX DE DEMANTELEMENT  
PREALABLES A LA REHABILITATION DE L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE  
LA DOUA**

**LOT 2 : ASSURANCE DOMMAGES- OUVRAGES**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : SOUSCRIPTEUR ET ASSURES.....</b>	<b>4</b>
2.1. Pouvoir adjudicateur et souscripteur .....	4
2.2. Assuré : .....	4
2.3. Rappel terminologique .....	4
<b>ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : OBJET DES GARANTIES .....</b>	<b>5</b>
5.1. Dommages-ouvrage .....	5
5.1-2-2. Dommages Immatériels Consécutifs à un dommage matériel garanti .....	6
5.2. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (Garantie Décennale Complémentaire de 2e ligne).....	6
5.3. Epuisement et reconstitution des garanties .....	6
<b>ARTICLE 6 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA GARANTIE .....</b>	<b>7</b>
6.1. Dommages - ouvrage.....	7
6.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale .....	7
<b>ARTICLE 7 : EXCLUSIONS DU CONTRAT .....</b>	<b>8</b>
7.1 Exclusions générales.....	8
7.2. Preuve .....	8
7.3. Déchéance applicable au seul CCRD visé à l'article 5.2 .....	8
<b>ARTICLE 8 : MONTANT ET RECONSTITUTION DES GARANTIES.....</b>	<b>8</b>
8.1 Dommages - Ouvrage .....	8
8.2. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale .....	9
8.3. Reconstitution de garantie : .....	10

<b>ARTICLE 9 : MONTANT ET PAIEMENT DE LA PRIME .....</b>	<b>10</b>
9.1 Prime relative à la garantie obligatoire (DO) .....	10
9.2 Prime relative aux garanties complémentaires .....	10
9.3 Variations de la prime.....	10
9.3 Modalités de paiement .....	11
<b>ARTICLE 10 : FRANCHISES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 : CONVENTIONS.....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 : Pièces constitutives du marché**

En préambule, l'assureur déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des informations nécessaires à une juste appréciation des risques et avoir pu solliciter toute précision utile. Il accepte de garantir l'assuré dans les conditions définies au présent marché, les dispositions de ses conditions particulières ne pouvant prévaloir que si elles sont plus favorables à l'assuré.

## **ARTICLE 2 : Souscripteur et Assurés**

### **2.1. Pouvoir adjudicateur et souscripteur**

Le souscripteur du présent contrat est :  
ComUE Lyon Saint-Étienne (« Université de Lyon »)  
92 rue Pasteur – CS 30122  
69361 LYON CEDEX 07

Le souscripteur intervient en qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'ouvrage délégué pour les opérations couvertes par le présent marché.

### **2.2. Assuré :**

- le souscripteur ;
- l'État ou ses établissements publics propriétaires ou affectataires des ouvrages assurés ;
- l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur et de recherche utilisateurs ou affectataires des ouvrages concernés ;

### **2.3. Rappel terminologique**

Dans le cadre du présent CCTP, les termes « souscripteur », « maître d'ouvrage », « pouvoir adjudicateur » et « assuré » doivent être entendus comme désignant la même entité lorsqu'ils se rapportent aux responsabilités assumées par la ComUE Lyon Saint-Étienne dans le cadre des opérations déclarées.

De même, les termes « titulaire » et « assureur » désignent l'entreprise d'assurance attributaire du présent marché.

## **ARTICLE 3 : Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la souscription, par le maître d'ouvrage, d'un contrat d'assurance Dommages-Ouvrage (DO) couvrant l'ensemble de l'opération de réhabilitation, telle que définie dans le CCAP et les pièces du dossier de consultation, y compris leurs annexes éventuelles.

Ce contrat a pour finalité de garantir :

- Les désordres de nature décennale, conformément aux dispositions de l'article L. 242-1 du Code des assurances.

- Les garanties complémentaires suivantes :
  - la garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti,
  - la garantie des dommages aux existants, dans la limite des existants incorporés à l'ouvrage assuré ou affectés par les travaux de réhabilitation.

## **ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES RISQUES**

L'opération assurée est définie dans l'ensemble des pièces du marché.

## **ARTICLE 5 : Objet des garanties**

### **5.1. Dommages-ouvrage**

#### **5-1-1 Garantie obligatoire (Garantie de dommages de nature décennale visés à l'article L. 242-1 du Code des Assurances)**

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des Assurances.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice de sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- affectant lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination ;
- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent notamment en cas de remplacement d'ouvrages :

- les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage d'étalement, repose ou remontages éventuellement nécessaires et ce, y compris de retirement des terres, végétation et leur remise en place,
- les coûts de l'assurance dommages-ouvrage des travaux de réparation réalisés à la suite d'un sinistre garanti si ces travaux sont eux-mêmes soumis à l'obligation d'assurance dommages ouvrage

#### **5-1-2 Garanties complémentaires**

##### **5-1-2-1. Dommages subis par les existants du fait des travaux neufs.**

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels subis par les existants et qui sont la conséquence de l'exécution des travaux neufs, et non celles des propres défauts des parties

existantes, lorsque ces dommages rendent l'existant impropre à sa destination ou portent atteinte à sa solidité.

On entend par existant la partie ancienne de la construction existant avant l'ouverture du chantier qui fait l'objet de l'exécution des travaux neufs. Ne sont pas considérés comme existants couverts par la présente garantie facultative :

- les parties existantes de la construction objet des travaux neufs, totalement incorporées dans l'ouvrage neuf et devenues techniquement indivisibles ;
- les appareils et équipements ménagers ou domestiques
- les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie), installés exclusivement pour l'exercice d'une activité professionnelle.

Cette garantie doit être souscrite sans franchise

#### **5.1-2-2. Dommages Immatériels Consécutifs à un dommage matériel garanti**

La garantie couvre les dommages immatériels subis par le propriétaire ou l'occupant, dès lors qu'ils résultent directement d'un dommage matériel garanti au titre :

- de la garantie obligatoire (5.1.1),
- ou de la garantie dommages aux existants (5.1.2.1).

#### **5.2. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (Garantie Décennale Complémentaire de 2e ligne)**

Conformément à l'article R 243-1 du Code des Assurances, le présent contrat a pour objet de faire bénéficier aux assurés, entendu comme les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil et le contrôleur technique, d'une garantie de deuxième ligne du paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel ils ont contribué.

La présente garantie décennale « complémentaire de 2ème ligne » interviendra lorsque la responsabilité d'un ou plusieurs des assurés sera engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil au-delà du plafond de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des assurés dans les conditions reprises ci-dessous et dans les limites de la garantie « Dommages - Ouvrage ».

Les assurés au titre du présent contrat doivent justifier d'un contrat d'assurance de responsabilité décennale couvrant, pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception de l'ouvrage objet du présent contrat, les conséquences pécuniaires pouvant leur incomber en vertu des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil (loi du 4 janvier 1978), pour un montant minimum, comportant l'abrogation de la règle proportionnelle, de :

- 10 millions d'euros pour les constructeurs dont les marchés de travaux concernent la structure et le gros-œuvre ;
- 6 millions d'euros pour les constructeurs ;
- 3 millions d'euros pour les constructeurs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureaux d'études, Bureau de contrôle, ...)

Le présent contrat CCRD s'applique au bénéfice des seuls constructeurs, étant précisé que l'assureur renonce à recours contre les sous-traitants des constructeurs, quel que soit leur rang, et contre leurs assureurs respectifs.

#### **5.3. Epuisement et reconstitution des garanties**

Les montants de garantie définis dans les documents contractuels sont automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre. L'assureur ne peut être engagé au-delà desdits montants pour l'ensemble des sinistres couverts pendant la durée du contrat.

Toutefois, les garanties peuvent être reconstituées, sur demande du maître d'ouvrage ou de toute personne y ayant intérêt, sous réserve du versement d'une prime complémentaire calculée au même taux que la prime initiale.

## **ARTICLE 6 : Prise d'effet et durée de la garantie**

### **6.1. Dommages - ouvrage**

#### **6-1-1 Garantie obligatoire :**

Conformément à l'article L. 242-1 du Code des assurances, les personnes morales de droit public ne sont pas tenues de souscrire l'assurance dommages-ouvrage avant l'ouverture du chantier.

La garantie commence donc à la date de prise d'effet du contrat, telle que définie dans l'Acte d'Engagement, et s'exerce dans les conditions ci-après.

La période de garantie obligatoire court :

- au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel que prévu à l'article 1792-6 du Code civil,
- et jusqu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la réception des ouvrages.

Toutefois, la garantie est acquise de manière anticipée, dans les cas suivants :

- Avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le maître d'ouvrage résilie le contrat de louage d'ouvrage pour inexécution par l'entrepreneur de ses obligations contractuelles.
- Après réception et avant l'expiration du délai de parfait achèvement, lorsque, malgré une mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai contractuel ou, à défaut, dans un délai d'un mois, ses obligations de réparation au titre de la garantie de parfait achèvement.

#### **6.1.2. Garanties complémentaires**

##### **6.1.2.1 Garantie subie par les existants du fait des travaux neufs**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de dix ans après la réception.

##### **6.1.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de deux ou dix ans, selon la nature du dommage garanti.

### **6.2 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

La garantie débute au plus tôt à la réception des ouvrages et prend fin à l'expiration d'un délai de dix ans après la réception.

## **ARTICLE 7 : Exclusions du contrat**

### **7.1 Exclusions générales**

La garantie ne s'applique pas aux dommages résultants exclusivement :

- du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- de l'usure normale, du défaut d'entretien ou d'un usage anormal des ouvrages ;
- d'une cause étrangère au sens de la jurisprudence ou d'un événement de force majeure.

Ces exclusions ne peuvent être invoquées qu'en présence d'un lien de causalité direct, exclusif et certain entre le dommage et l'un des faits mentionnés ci-dessus.

### **7.2. Preuve**

La charge de la preuve des exclusions mentionnées au présent article incombe, sauf pour les exclusions liées à un état de guerre étrangère, à l'assureur.

Les garanties prévues au contrat demeurent applicables tant que la preuve de l'exclusion n'est pas rapportée par l'assureur.

### **7.3. Déchéance applicable au seul CCRD visé à l'article 5.2**

L'assuré du CCRD est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les normes françaises homologuées ou les normes publiées par les organismes de normalisation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalant à celui des normes françaises.

Pour l'application de cette déchéance, il faut entendre par assuré, le chef d'entreprise ou le représentant statutaire de l'entreprise s'il s'agit d'une entreprise inscrite au répertoire des métiers, soit les représentants légaux ou dûment mandatés de l'assuré lorsque celui-ci est une personne morale.

Cette déchéance n'est pas opposable aux bénéficiaires des indemnités versées au titre du contrat.

## **ARTICLE 8 : Montant et reconstitution des garanties**

### **8.1 Dommages - Ouvrage**

#### **8.1.1. Montant applicable à la garantie obligatoire**

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre garanti, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Toutefois, elle est limitée au montant du coût total de construction déclaré des opérations objet de la garantie, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues ci-après (§ 8-3).



Le coût total de construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, le cas échéant, travaux supplémentaires compris. En aucun cas ce coût ne comprend les primes ou bonifications pour exécution plus rapide ni se trouve amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

#### **8.1.1.1. Avant réception**

Le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. Il ne pourra dépasser le coût total des travaux effectivement exécutés au jour du sinistre.

#### **8.1.2.1. Après réception**

Si le sinistre survient entre la date de réception et la date de déclaration du coût total définitif : le montant de la garantie est limité au coût total prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé selon l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Si le sinistre survient après la date de déclaration du coût total de construction définitif et pendant la durée de la garantie : le montant de la garantie est limité au coût total de construction définitif. Celui-ci est déclaré suivant les modalités prévues à l'article 8. Il est revalorisé selon l'évolution de l'indice BT 01 entre la date de réception et de la réparation du sinistre.

#### **8.1.2. Montants applicables aux garanties complémentaires :**

##### ***8.1.2.1 Garantie subis par les existants du fait des travaux neufs***

Pour toute la durée de la garantie, celle-ci s'exerce à concurrence du montant précisé à l'acte d'engagement.

Ce montant sera revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

##### ***8.1.2.2. Garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti :***

Pour toute la durée de la garantie, celle-ci s'exerce à concurrence du montant précisé à l'acte d'engagement.

Ce montant sera revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

#### **8.2. Contrat Collectif de Responsabilité Décennale**

Le montant de la garantie décennale de 2ème ligne dont bénéficient les constructeurs et le contrôleur technique, est accordé à hauteur de la différence entre la garantie de leurs contrats d'assurance de Responsabilité Décennale personnels souscrits dans les conditions visées à l'article

5.2 ci-dessus et le montant du dommage de nature décennale atteignant l'ouvrage, et ce dans la limite du montant du coût total de construction visé à l'article 8.1.1 ci-dessus.

### **8.3. Reconstitution de garantie :**

#### **8.3.1. Réduction automatique**

Il est convenu que les montants de garantie définis à l'article 8.1. sont automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

#### **8.3.2. Reconstitution des garanties**

Toutefois, les montants de ces garanties peuvent être reconstitués sur demande de l'Assuré ou de toute personne y ayant intérêt, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

**Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.**

8.3.3. Il est convenu que :

- L'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,
- L'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121-5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un des montants de garantie.

## **ARTICLE 9 : Montant et paiement de la prime**

### **9.1 Prime relative à la garantie obligatoire (DO)**

Le montant de la prime est calculé en appliquant :

- le taux provisionnel proposé par le titulaire,
- au coût total prévisionnel TTC de l'opération,
- pour une durée de dix (10) ans à compter de la réception.

La prime TTC et HT correspondante est indiquée dans l'acte d'engagement.

### **9.2 Prime relative aux garanties complémentaires**

En ce qui concerne les garanties complémentaires (dommages aux existants et (dommages immatériels consécutifs), le montant de la prime est calculé :

- en appliquant le taux spécifique proposé par le titulaire,
- au montant de garantie indiqué à l'Acte d'Engagement,
- pour la durée prévue pour chaque garantie (2 ans ou 10 ans selon les garanties).

### **9.3 Variations de la prime**

Le montant des primes figurant dans l'acte d'engagement est ferme et définitif. Il ne pourra subir de variations que dans les seuls cas limitatifs ci-après :

- Si le coût définitif du montant des travaux TTC y compris les honoraires TTC est différent du coût du montant prévisionnel des travaux, le montant de la prime de révision sera calculé - en plus ou moins - sur la différence.
- Si le projet subit des modifications constituant une aggravation du risque initial. Le marché d'assurance fera alors l'objet d'un avenant.  
L'avenant fixera le montant définitif de la prime en fonction du coût TTC réel et définitif des travaux ayant servi d'assiette au calcul de la prime prévisionnelle dans l'hypothèse évoquée ci-dessus.

### **9.3 Modalités de paiement**

Sur demande de la ComUE Lyon Saint-Etienne, le paiement de la prime prévisionnelle pourra être effectué de manière fractionnée, selon le calendrier de chaque opération ; étant précisé que la prime devra être réglée dans son intégralité dans un délai maximum de 6 mois avant la réception du bâtiment concerné.

Les primes du présent contrat doivent être payées dans les formes prescrites par les dispositions du CCAP du marché.

Par dérogation à l'article L.113-3 du Code des Assurances, la compagnie renonce à suspendre sa garantie ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

## **ARTICLE 10 : Franchises**

Aucune franchise n'est prévue dans le cadre des garanties dommages-ouvrage obligatoire et complémentaires.

En ce qui concerne la garantie décennale complémentaire de 2ème ligne, il est appliqué une franchise absolue égale aux plafonds de garantie des contrats individuels souscrits par chacun des assurés, tels que définis à l'article 5.2. Dès lors, ces contrats individuels doivent posséder un montant de garantie qui ne saurait être inférieur au montant de cette franchise absolue. Chacun des constructeurs assurés s'oblige à couvrir la portion du risque constituée par cette franchise par un ou plusieurs contrats individuels d'assurance de responsabilité décennale comportant des garanties au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types mentionnées à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.

La franchise est opposable à tous et reste, quoiqu'il arrive, à la charge de l'assuré et/ou de son assureur individuel.

## **ARTICLE 11 : Conventions**

Le maître d'ouvrage remettra au titulaire du présent marché (compagnie d'assurance et/ou intermédiaire) les attestations d'assurance de responsabilité décennale des constructeurs et prestataires appelés à intervenir sur l'opération de réhabilitation.

Le titulaire est tenu de vérifier la validité et la conformité de ces attestations dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, avant la prise d'effet du contrat Dommages-Ouvrage.

Le délai de déclaration du coût total de construction définitif est fixé à douze (12) mois à compter de la date de réception des travaux.

Sont également garantis, dans la limite des garanties souscrites, les dommages résultant de travaux complémentaires non prévus au marché initial, dès lors que ces travaux se révèlent nécessaires à la bonne exécution ou à la solidité de l'ouvrage réhabilité.